

25*. Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision, signée à Strasbourg le 15 décembre 1958 [=Accordo europeo sullo scambio di programmi televisivi, firmato a Strasburgo il 15 dicembre 1958].

Storia: questo accordo (STE n. 27) è stato firmato a Strasburgo il 15 dicembre 1958 e non è stato ancora ratificato dall'Italia.

Paesi aderenti: Belgio, Cipro, Croazia, Danimarca, Francia, Gran Bretagna, Grecia, Irlanda, Israele, Lussemburgo, Paesi Bassi, Norvegia, Spagna, Svezia, Tunisia, Turchia. *Paesi firmatari senza ratifica:* Italia.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna italiana. Vedi quella dei Paesi Bassi e della Svezia pubblicata sul sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision, signée à Strasbourg le 15 décembre 1958.

PREAMBULE

Les gouvernements signataires, membres du Conseil de l'Europe, Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant que, dans l'intérêt de l'union culturelle et économique de l'Europe, il importe que les échanges au moyen de films de télévision puissent s'effectuer aussi librement que possible entre les pays membres du Conseil de l'Europe;

Considérant que les législations nationales permettent des conclusions différentes quant à la détermination de la nature juridique des films de télévision et quant aux droits qu'elles confèrent à leur sujet;

Considérant qu'il s'impose de résoudre les problèmes résultant de cette situation;

Vu l'article 20 de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, aux termes duquel les gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers ne renfermant pas de stipulations contraires à cette Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

1. Sauf stipulation contraire ou particulière, au sens de l'article 4 du présent Arrangement, l'organisme de radiodiffusion relevant de la juridiction d'un pays partie au présent Arrangement a le droit d'autoriser, dans les autres pays parties à l'Arrangement, l'exploitation en télévision des films de télévision dont il est le producteur.

2. Est considéré comme film de télévision, au sens du présent Arrangement, toute fixation visuelle, ou sonore et visuelle, destinée à la télévision.

Est considéré comme producteur l'organisme de radiodiffusion qui a pris l'initiative et la responsabilité de la réalisation du film de télévision.

3. Si le film de télévision a été produit par un producteur autre que celui défini à l'article 2, paragraphe 2, celui-ci a, sauf stipulation contraire ou particulière au sens de l'article 4, la faculté de disposer au profit d'un organisme de radiodiffusion du droit prévu par l'article 1er.

La disposition prévue par le paragraphe précédent ne s'applique que si le producteur et l'organisme de radiodiffusion relèvent de la juridiction de pays parties au présent Arrangement.

4. Par "stipulation contraire ou particulière" il faut entendre toute condition restrictive convenue entre le producteur et les personnes qui apportent une contribution à la réalisation du film de télévision.

5. Ne sont pas affectés par le présent Arrangement et demeurent entièrement réservés:

- a) le droit moral reconnu en matière de film;
- b) les droits des auteurs des œuvres littéraires, dramatiques ou artistiques d'où le film de télévision a été tiré;
- c) les droits de l'auteur de l'œuvre musicale, avec ou sans paroles, qui accompagne le film de télévision;

d) les droits d'auteur afférents aux films autres que les films de télévision;
e) les droits d'auteur afférents à l'exploitation des films de télévision autrement qu'à la télévision.

6. Le présent Arrangement est ouvert à la signature des membres du Conseil de l'Europe, qui peuvent y devenir parties:

a) par la signature sans réserve de ratification; ou
b) par la signature sous réserve de ratification suivie du dépôt d'un instrument de ratification.

Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

7. Le présent Arrangement entrera en vigueur trente jours après la date à laquelle trois membres du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 6, auront signé l'Arrangement sans réserve de ratification ou l'auront ratifié.

Pour tout membre qui, ultérieurement, signera l'Arrangement sans réserve de ratification ou le ratifiera, l'Arrangement entrera en vigueur trente jours après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification.

8. Après l'entrée en vigueur du présent Arrangement, tout pays non membre du Conseil de l'Europe pourra y adhérer avec l'accord préalable du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trente jours après la date du dépôt.

9. La signature sans réserve de ratification, la ratification ou l'adhésion emportera de plein droit l'acceptation de toutes les dispositions du présent Arrangement.

10. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux membres du Conseil, aux gouvernements des pays qui auront adhéré au présent Arrangement ainsi qu'au Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques:

a) la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement et les noms des membres du Conseil qui en sont devenus parties;

b) le dépôt de tout instrument d'adhésion effectué en application des dispositions de l'article 8;

c) toute déclaration et toute notification reçues en application des dispositions des articles 11 et 12.

11. Le présent Arrangement s'applique aux territoires métropolitains des Parties contractantes.

Toute Partie contractante peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que le présent Arrangement s'appliquera à celui ou à ceux des territoires désignés dans ladite déclaration et dont il assure les relations internationales.

Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 12 du présent Arrangement.

12. Le présent Arrangement demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Toute Partie contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'application du présent Arrangement en donnant un préavis d'un an notifié à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

b) Testo inglese.

European agreement concerning programme exchanges by means of television films. Done at Strasbourg on 15th December 1958.

PREAMBLE

The governments signatory hereto, being members of the Council of Europe,
Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members;

Considering that it is important in the interests of European cultural and economic unity that programmes may be exchanged by means of television films between the member countries of the Council of Europe as freely as possible;

Considering that national legislations allow different conclusions as regards the legal nature of television films and as regards the rights which they grant in respect of such films;

Considering that it is necessary to resolve the difficulties arising from this situation;

Having regard to Article 20 of the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, by the terms of which the governments of the countries of the Union reserve to themselves the

right to enter into special arrangements which do not embody stipulations contrary to that Convention,

Have agreed as follows:

1. In the absence of any contrary or special stipulation within the meaning of Article 4 of the present Agreement, a broadcasting organisation under the jurisdiction of a country which is a Party to this Agreement has the right to authorise in the other countries which are Parties thereto the exploitation for television of television films of which it is the maker.

2. All visual or sound and visual recordings intended for television shall be deemed to be television films within the meaning of the present Agreement.

A broadcasting organisation shall be deemed to be the maker if it has taken the initiative in, and responsibility for, the making of a television film.

3. If the television film has been made by a maker other than the one defined in Article 2, paragraph 2, the latter is entitled, in the absence of contrary or special stipulations within the meaning of Article 4, to transfer to a broadcasting organisation the right provided in Article 1.

The provision contained in the preceding paragraph applies only if the maker and the broadcasting organisation are under the jurisdiction of countries which are Parties to the present Agreement.

4. By "contrary or special stipulation" is meant any restrictive condition agreed between the maker and persons who contribute to the making of the television film.

5. This Agreement shall not affect the following rights, which shall be entirely reserved:

- a) any moral right recognised in relation to films;
- b) the copyright in literary, dramatic or artistic works from which the television film is derived;
- c) the copyright in a musical work, with or without words, accompanying a television film;
- d) the copyright in films other than television films;
- e) the copyright in the exploitation of television films otherwise than on television.

6. This Agreement shall be open to signature by the members of the Council of Europe, who may accede to it either by:

- a) signature without reservation in respect of ratification; or
- b) signature with reservation in respect of ratification, followed by the deposit of an instrument of ratification.

Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

7. This Agreement shall enter into force thirty days after the date on which three members of the Council shall, in accordance with Article 6 thereof, have signed it without reservation in respect of ratification or shall have ratified it.

In the case of any member of the Council who shall subsequently sign the Agreement without reservation in respect of ratification or who shall ratify it, the Agreement shall enter into force thirty days after the date of such signature or deposit of the instrument of ratification.

8. After this Agreement has come into force, any country which is not a member of the Council of Europe may accede to it, subject to the prior approval of the Committee of Ministers of the Council of Europe.

Such accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe, and shall take effect thirty days after the date of deposit.

9. Signature without reservation in respect of ratification, ratification or accession shall imply full acceptance of all the provisions of this Agreement.

10. The Secretary General of the Council of Europe shall notify members of the Council, the governments of any countries which may have acceded to this Agreement and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works:

a) of the date of entry into force of this Agreement and the names of any members of the Council which have become Parties thereto;

b) of the deposit of any instruments of accession in accordance with Article 8 of the present Agreement;

c) of any declaration or notification received in accordance with Articles 11 and 12 thereof.

11. This Agreement shall apply to the metropolitan territories of the Contracting Parties.

Any Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, or at any later date, declare by notice addressed to the Secretary General of the Council of Europe that this Agreement shall apply to any territory or territories mentioned in the said declaration and for whose international relations it is responsible.

Any declaration made in accordance with the preceding paragraph may, in respect of any territory mentioned in such a declaration, be withdrawn under the conditions laid down in Article 12 of this Agreement.

12. This Agreement shall remain in force for an unlimited period.

Any Contracting Party may denounce this Agreement at one year's notice by notification to this effect to the Secretary General of the Council of Europe.